



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

# Médiarama

Mercredi 21 novembre 2012  
Numéro 223

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

## Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Clinton sabote la trêve pour faire pencher la balance du sang et de la dissuasion en faveur d'Israël*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*La trêve de Gaza retardée en attendant l'arrivée de Clinton. Netanyahu réclame une «solution de longue durée» dans la bande*

Al Akhbar (proche de la gauche)

*La trêve reportée*

Al Joumhouria (proche d'Elias Murr)

*Mikati: nous sommes dans l'œil du cyclone*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*L'agression contre Gaza: la trêve reportée*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Encore des morts à Gaza et toujours pas de trêve*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*Des obus de mortier visent Dar al-Baath et Abou Roummané. De nombreux terroristes tués à Damas et sa campagne*

Al Hayat (quotidien pro-saoudien)

*Gaza: longue trêve et le dossier des points de passage reporté*

## L'événement

### **Attentat à Tel-Aviv au lendemain du report de la trêve**

Un attentat contre un bus israélien dans le centre de Tel-Aviv a fait mercredi 25 blessés, dont cinq graves. L'explosion a eu lieu près du ministère de la Défense, et a été revendiquée par les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, considérées comme proches du Fatah.

Le Hamas a «béni» cet attentat, affirmant qu'il s'agit d'«une réaction naturelle aux crimes israéliens et au massacre de la famille Dalu», dont 11 membres avaient été tués dans un raid israélien, dimanche.

Cette attaque survient alors que la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton et le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon continuent leurs contacts en Israël et à Ramallah pour tenter d'aboutir à une trêve entre Israël et le Hamas.

Cette trêve aurait dû entrer en vigueur mardi soir après des longues et difficiles négociations indirectes entre des délégués du Hamas et du Jihad islamique d'un côté, et d'Israël, de l'autre, menées au Caire sous l'égide de l'Egypte. Mais le Hamas a annoncé qu'Israël n'avait pas répondu aux propositions qui lui avaient été faites. Des sources égyptiennes ont indiqué que le Caire «a envoyé une proposition finale et nous attendons la réponse définitive d'Israël». Un responsable israélien cité par la radio militaire avait fait état lui aussi de progrès dans les négociations. Un haut responsable du Hamas a précisé au Caire que l'un des points d'achoppement était l'exigence par le mouvement palestinien de la levée du blocus israélien. «Une solution de compromis serait un accord sur la levée du siège, qui serait appliquée ultérieurement.»

Le report de l'annonce de la trêve, qui s'est accompagné d'une recrudescence des raids aériens israéliens, a coïncidé avec l'arrivée en pleine nuit en Israël, de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton. Le quotidien libanais As Safir fait assumer à la cheffe de la diplomatie américaine la responsabilité de la non application du cessez-le-feu. «Clinton sabote la trêve de Gaza pour faire pencher la balance du sang et de la dissuasion en faveur d'Israël», titre le journal en page une. Dès son arrivée, Mme Clinton a réaffirmé que l'engagement des États-Unis pour la sécurité d'Israël était «fort comme un roc». Elle a espéré que la trêve sera conclue dans quelques jours.

De toute évidence, les Américains ne sont pas aussi pressés que les Israéliens de voir les combats cesser, même s'ils ne souhaitent pas une escalade allant jusqu'à l'opération terrestre. Dans ce contexte, les États-Unis ont bloqué au Conseil de sécurité l'adoption d'une déclaration condamnant l'escalade du conflit entre Israël et les Palestiniens. Washington s'est opposé à cette déclaration «parce qu'elle ne traitait pas de la racine du problème», les roquettes tirées de Gaza sur Israël, a indiqué Erin Pelton, porte-parole américain à l'Onu.

Pour sa part, le numéro un de la branche armée du Hamas, Mohammad Deïf, a mis en garde Israël contre une opération terrestre à Gaza, menaçant de capturer des soldats israéliens, dans un rare message audio. Sur le terrain, une roquette à longue portée a explosé dans les colonies du Goush Etzion, près de Jérusalem, pour la deuxième fois en quatre jours. Plus au Sud, un immeuble de huit étages a été éventré par une roquette à Rishon LeTzion. Au moins 26 Palestiniens, dont trois journalistes, ont été tués dans des bombardements aériens. Le bilan des morts palestiniens s'élève à 140 personnes et plus de 1000 blessés.

Pour sa part, le numéro un de la branche armée du Hamas, Mohammad Deïf, a mis en garde Israël contre une opération terrestre à Gaza, menaçant de capturer des soldats israéliens, dans un rare message audio. Sur le terrain, une roquette à longue portée a explosé dans les colonies du Goush Etzion, près de Jérusalem, pour la deuxième fois en quatre jours. Plus au Sud, un immeuble de huit étages a été éventré par une roquette à Rishon LeTzion. Au moins 26 Palestiniens, dont trois journalistes, ont été tués dans des bombardements aériens. Le bilan des morts palestiniens s'élève à 140 personnes et plus de 1000 blessés.

Pour sa part, le numéro un de la branche armée du Hamas, Mohammad Deïf, a mis en garde Israël contre une opération terrestre à Gaza, menaçant de capturer des soldats israéliens, dans un rare message audio. Sur le terrain, une roquette à longue portée a explosé dans les colonies du Goush Etzion, près de Jérusalem, pour la deuxième fois en quatre jours. Plus au Sud, un immeuble de huit étages a été éventré par une roquette à Rishon LeTzion. Au moins 26 Palestiniens, dont trois journalistes, ont été tués dans des bombardements aériens. Le bilan des morts palestiniens s'élève à 140 personnes et plus de 1000 blessés.

Pour sa part, le numéro un de la branche armée du Hamas, Mohammad Deïf, a mis en garde Israël contre une opération terrestre à Gaza, menaçant de capturer des soldats israéliens, dans un rare message audio. Sur le terrain, une roquette à longue portée a explosé dans les colonies du Goush Etzion, près de Jérusalem, pour la deuxième fois en quatre jours. Plus au Sud, un immeuble de huit étages a été éventré par une roquette à Rishon LeTzion. Au moins 26 Palestiniens, dont trois journalistes, ont été tués dans des bombardements aériens. Le bilan des morts palestiniens s'élève à 140 personnes et plus de 1000 blessés.

Pour sa part, le numéro un de la branche armée du Hamas, Mohammad Deïf, a mis en garde Israël contre une opération terrestre à Gaza, menaçant de capturer des soldats israéliens, dans un rare message audio. Sur le terrain, une roquette à longue portée a explosé dans les colonies du Goush Etzion, près de Jérusalem, pour la deuxième fois en quatre jours. Plus au Sud, un immeuble de huit étages a été éventré par une roquette à Rishon LeTzion. Au moins 26 Palestiniens, dont trois journalistes, ont été tués dans des bombardements aériens. Le bilan des morts palestiniens s'élève à 140 personnes et plus de 1000 blessés.

## As Safir

*Imad Marmal, journaliste libanais proche de la majorité*

Le président du Parti socialiste progressiste, Walid Joumblatt, a indiqué que son initiative vise à accompagner les efforts du président Michel Sleiman pour réactiver le dialogue. «Sans dialogue, la situation sur le terrain va se compliquer et se dégrader, a-t-il dit. Ce qui s'est passé après l'assassinat du général Wissam al-Hassan et les incidents de Saïda sont un message clair que les événements peuvent nous échapper et qu'il faut les contenir avant qu'il ne soit trop tard». Le député du Chouf ajouté que le dialogue est le seul moyen pour un règlement calme et à long terme des problèmes. Selon lui, les grandes questions, comme l'utilisation des armes de la résistance pour protéger le Liban face à Israël, ne peuvent pas être réglées par un coup de baguette magique. Quelle alternative au dialogue peut-il y avoir dans ces circonstances délicates? s'interroge-t-il.

Le chef du PSP n'hésite pas à dire qu'il fait parti, avec les présidents Michel Sleiman, Nabih Berry et Najib Mikati, d'une alliance quadripartite, surtout que «beaucoup de Libanais sont fatigués de la polarisation entre le 8 et le 14 Mars».

M. Joumblatt insiste sur le fait qu'il ne peut y avoir de changement de gouvernement sur un mot d'ordre interne ou externe ou sur une demande formulée par tel ou tel ambassadeur. Il précise à ce sujet: «Sur le principe, je ne suis pas opposé à la formation d'un nouveau gouvernement, mais à condition d'une entente nationale, pour ne pas tomber dans l'interdit du vide. Il n'est pas question que je prenne la décision d'une démission unilatérale de mes ministres du gouvernement. Une éventuelle démission n'interviendra que dans le cadre d'une entente avec les partenaires de la coalition gouvernementale qui regroupe Sleiman, Berry, Mikati, le PSP, le Hezbollah, Michel Aoun et Sleiman Frangié.»

Et M. Joumblatt de poursuivre: «Pourquoi démissionnerais-je et pour qui? Je ne reçois d'ordre de personne. Je ne fais parti ni du 8 ni du 14 Mars. Je suis indépendant. Et puis si je démissionne sans accord sur le scénario ultérieur, rien ne changera, car lors des consultations pour la désignation d'un nouveau Premier ministre, je renommerai Najib Mikati. C'est-à-dire que nous reviendrons à la case départ».

M. Joumblatt critique le boycott total décidé par le 14-Mars ainsi que sa décision de ne pas assister à la séance parlementaire convoquée par Nabih Berry en solidarité avec Gaza. Selon lui, «le 14-Mars agit comme l'avaient fait ses adversaires quand ils avaient boycotté le gouvernement de Fouad Siniora, qualifié par Nabih Berry, probablement à raison, d'illégitime».

Le chef du PSP pense que les élections auront lieu à la date prévue et qu'il n'y a pas de raison qu'elles soient reportées, estimant qu'à ce stade, le scrutin sera organisé selon la loi de 1960.

## AFP (Agence de presse française)

Des bureaux de la chaîne satellitaire arabe Al-Jazira au Caire ont été attaqués mercredi par des «agresseurs non identifiés» qui ont lancé des cocktails Molotov, provoquant un important incendie, a-t-on appris auprès des services de sécurité.

Ces locaux de la chaîne d'information en continu sont situés sur la place Tahrir, aux abords de laquelle des heurts entre manifestants et forces de l'ordre se déroulent depuis lundi soir. La police a par ailleurs annoncé plus tôt dans la journée que 118 personnes avaient été arrêtées lors des heurts près de la place Tahrir depuis lundi. Les accrochages entre plusieurs centaines de manifestants et les forces antiémeutes ont eu lieu dans plusieurs rues menant à la célèbre place du centre-ville, à proximité de bâtiments officiels comme le ministère de l'Intérieur et les sièges du gouvernement et du Parlement.

Selon des sources médicales, des dizaines de personnes ont été blessées dans ces affrontements depuis lundi. Des heurts sporadiques entre policiers et petits groupes de manifestants ont encore eu lieu mercredi matin. Les manifestations ont commencé lundi en souvenir de heurts qui avaient fait 45 morts un an plus tôt entre les forces de l'ordre et des opposants aux militaires qui dirigeaient le pays à l'époque.

## ILS ONT DIT...

**Michel Aoun**, chef du Courant patriotique libre

«**La question des réfugiés** syriens au Liban constitue un danger, surtout s'il s'agit d'hommes qui combattaient, avant de gagner le Liban, sur le territoire syrien. Le CPL reste à leurs côtés sur le plan humanitaire. Mais eux, respectent-ils leur part du contrat? Tout cela est dangereux d'autant que les réfugiés sont désormais déployés sur l'ensemble du territoire libanais. Le gouvernement doit révéler leur nombre réel. Le 14-Mars nous a volé le slogan de la souveraineté et de l'indépendance et se livre à des surenchères. Il ne sait dialoguer que par des insultes (...) Je me tue dans tous les pays du monde pour que Samir Geagea reçoive un jour le prix Nobel de la paix et lui me traite de criminel. C'est honteux.

**Boutros Harb**, député membre du 14-Mars

«**Lorsque le gouvernement** démissionnera, nous parlerons de la forme du cabinet souhaitée et de ce qui en est requis dans une première phase avec le président Michel Sleiman, puis dans une seconde phase avec le Premier ministre désigné. Nous n'avons pas d'inconvénient à ce que nous participions au pouvoir par le biais d'un gouvernement d'union nationale, mais ce n'est pas ce que nous demandons, surtout que cette catégorie de cabinets n'a rien donné et qu'il s'agit en réalité de gouvernements des contradictions nationales.

**Ali Larjani**, président du Parlement iranien

«**Nous sommes fiers de** constater que notre aide revêt des aspects matériels et militaires. Les pays arabes, qui siègent et tiennent des réunions, doivent savoir que le peuple palestinien n'a pas besoin de paroles et de rencontres. Si les pays arabes veulent aider la Palestine, ils doivent lui apporter une aide militaire.

## Al-Joumhouria

### Contact avec le Hezbollah: Sami Gemayel dément

*Des sources du parti Kataëb ont révélé au quotidien Al-Akhabar que le député Samy Gemayel a repris ses contacts avec des députés du bloc parlementaire du Hezbollah après une longue interruption. Ces sources indiquent que la décision de M. Gemayel a été dictée par la volonté de faire baisser la tension dans le pays et pour prendre le pouls de ses adversaires sur la possibilité de proposer une initiative de règlement de la crise. Mais des proches de M. Gemayel ont démenti cette information.*

### L'Armée libanaise arrête deux islamistes intégristes

*Le quotidien Al-Joumhouria rapporte mercredi que les services de renseignements de l'Armée libanaise ont récemment arrêté deux membres du groupe islamiste Fateh el-Islam. Une source de sécurité citée par le journal indique que l'armée a appréhendé Khalil Ahmad el-Boubou, un ancien détenu qui avait été arrêté en 2006 pour avoir participé à une attaque contre une caserne. Il avait été libéré cinq ans plus tard. L'homme est également soupçonné d'avoir aidé l'Algérien Fayçal el-Akli à s'évader de la prison de Roumié. Ce dernier se serait rendu ensuite en Syrie afin de combattre dans les rangs des rebelles. Le deuxième détenu se nomme «Abou Jaafar». Il est accusé de faciliter le passage d'islamistes du Liban vers la Syrie.*

La France a décidé d'assurer le succès de la visite à Paris du Premier ministre Najib Mikati, sans se soucier des sentiments du 14-Mars dont le chef, Saad Hariri, a été aperçu se promenant à quelques mètres du lieu de résidence de M. Mikati, Place de la Concorde. Ceci dit, des personnalités libanaises installées à Paris ont décidé de boycotter la réception organisée par l'ambassade du Liban à l'occasion de la fête de l'indépendance. Il s'agit d'un message adressé à tous ceux qui se sentent concernés. Des sources bien informées ont indiqué que les entretiens de M. Mikati avec les responsables français étaient «excellents», précisant que le Premier ministre, qui a revêtu un bouclier contre les flèches de l'opposition, a ressenti l'estime que lui portaient ses hôtes. Les Français l'ont en effet testé sur plusieurs questions, notamment le financement du Tribunal spécial pour le Liban. Les mêmes sources ont indiqué que le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a mis en garde contre un «triple danger qui menace le Liban actuellement: la Syrie, l'Iran et Gaza». Il a exprimé à M. Mikati son inquiétude pour le contingent français déployé au Liban-Sud dans le cadre de la Finul mais le Premier ministre l'a rassuré que l'Etat et l'Armée libanaise veillent sur la sécurité des troupes onusiennes.

## L'Orient-Le Jour

### Elie Masbounji, correspondant à Paris, indépendant

Deux temps forts politiques pour la deuxième et avant-dernière journée de la visite officielle du Premier ministre, Nagib Mikati, en France.

Une réunion au Quai d'Orsay avec M. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, engagé dans un marathon diplomatique à Gaza et en Syrie ainsi qu'une rencontre à l'Académie diplomatique avec des parlementaires, des journalistes et des intellectuels français.

Sur ses discussions avec M. Fabius, le chef du gouvernement a indiqué qu'elles étaient des plus cordiales avec un échange de vues sur le Liban et sur ses efforts visant à maintenir le pays à l'écart de la crise syrienne. Les deux hommes ont également passé en revue la guerre à Gaza, le dossier iranien et la position française favorable à une consolidation de l'unité libanaise, à même de protéger le pays contre les effets de la guerre en Syrie.

Dans les milieux proches du Quai d'Orsay, on estime que «l'inquiétude de la France est encore grande». Paris redoute un embrasement général en Syrie qui pourrait s'étendre à l'Irak «où la situation est déjà dramatique» et au Liban «qui est en quelque sorte le maillon faible des pays limitrophes de la Syrie».

Après une visite guidée au Louvre où se tient actuellement une exposition d'art islamique, le chef du gouvernement libanais s'est rendu à 18h à l'Académie diplomatique de l'avenue Hoche où il a donné une conférence devant un auditoire attentif et choisi.

Durant près d'une heure, M. Mikati a fait le point de la situation au Liban, défendant sa politique de «distanciation» à l'égard des événements de Syrie et affirmant que la France le soutient dans ce choix qui est, a-t-il affirmé, «le seul qui permettrait au Liban de sauver son unité et son indépendance».

«Dans un pays divisé entre pro et anti-régime syrien, c'est la seule formule valable», a-t-il expliqué, en jugeant que «même si les Libanais étaient dans un seul camp, ils n'auraient aucune influence sur le cours des événements en Syrie».

M. Mikati a évoqué la crise financière mondiale et régionale, ajoutant que «le bruit de bottes que l'on entend actuellement ne fera que mener la région vers l'abîme». Sur les liens franco-libanais, il a estimé qu'ils sont «fondés sur la foi des deux pays en la démocratie et les principes de défense des droits de l'homme».